Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

Organisme Chelsea Code géographique 82025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), John David McFaul, atteste la véracité du rapport financier

de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature Date 2020-06-02

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
la Municipalité de Chelsea

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Chelsea (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.
Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.[1]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés, Experts-comptables autoriés
Montebello, le 2 juin 2020
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A114112

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	13 753 679	13 816 008	12 758 978
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 127 699	1 272 165	1 217 796
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 927 515	1 699 368	912 988
Services rendus	5	1 160 577	1 074 460	1 079 743
Imposition de droits	6	1 534 626	2 096 553	1 171 798
Amendes et pénalités	7	71 040	131 432	74 959
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	437 506	221 411
Autres revenus	10	68 423	133 517	146 667
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 875 559	20 661 009	17 584 340
Charges				
Administration générale	14	2 633 731	2 560 569	2 300 611
Sécurité publique	15	3 448 639	3 290 654	3 221 816
Transport	16	4 702 013	5 043 685	4 613 494
Hygiène du milieu	17	3 048 775	3 047 855	2 455 964
Santé et bien-être	18	43 192	13 000	26 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	775 711	620 999	758 869
Loisirs et culture	20	3 291 903	3 055 416	3 046 618
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 197 886	1 297 021	1 194 895
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 141 850	18 929 199	17 618 267
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 733 709	1 731 810	(33 927)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 481 111	23 515 038
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		23 481 111	23 515 038
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		25 212 921	23 481 111

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 728 166	3 873 268
Débiteurs (note 5)	2	8 884 521	7 327 181
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	9 423	23 351
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 622 110	11 223 800
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 338 347	4 966 226
Revenus reportés (note 12)	12	3 177 764	1 268 869
Dette à long terme (note 13)	13	43 063 929	43 556 573
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	49 580 040	49 791 668
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(37 957 930)	(38 567 868)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	62 445 617	61 416 623
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	333 121	283 956
Stocks de fournitures	19	134 386	118 621
Autres actifs non financiers (note 17)	20	257 727	229 779
	21	63 170 851	62 048 979
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	25 212 921	23 481 111

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 733 709	1 731 810	(33 927)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(6 913 488)	(4 209 184)	(3 929 164)
Produit de cession	3		870	20 372
Amortissement	4	2 683 858	3 180 190	3 067 367
(Gain) perte sur cession	5		(870)	(20 372)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(4 229 630)	(1 028 994)	(861 797)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(49 165)	(4 205)
Variation des stocks de fournitures	9		(15 765)	27 562
Variation des autres actifs non financiers	10		(27 948)	(33 026)
	11		(92 878)	(9 669)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 495 921)	609 938	(905 393)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(38 567 868)	(37 662 475)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(38 567 868)	(37 662 475)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(37 957 930)	(38 567 868)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 731 810	(33 927)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 180 190	3 067 367
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	(870)	(20 372)
-	4		
	5	4 911 130	3 013 068
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 557 340)	(131 083)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 627 879)	1 813 413
Revenus reportés	9	1 908 895	1 177 730
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(49 165)	(4 205)
Stocks de fournitures	12	(15 765)	27 562
Autres actifs non financiers	13	(27 948)	(33 026)
	14	3 541 928	5 863 459
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 209 184)	(3 929 164)
Produit de cession	16	870	20 372
	17	(4 208 314)	(3 908 792)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19	8 067	3 860
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	(18 406)
Cession	21	5 861	
	22	13 928	(14 546)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 551 000	3 033 321
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 097 085)	(3 067 247)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	53 441	(33 741)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(492 644)	(67 667)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 145 102)	1 872 454
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 873 268	2 000 814
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 873 268	2 000 814
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 728 166	3 873 268

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Chelsea est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais, laquelle assume les compétences en matière d'évaluation et de police, entre autres.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement
Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

	Nb. d'année
Infrastructures.	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais est retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugement relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite simplifié à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

-Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 728 166	3 873 268
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 728 166	3 873 268
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	715 985	824 654
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	38 671	58 066
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 321 002	4 621 853
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 390 878	1 206 475
Organismes municipaux	15	170 367	113 863
Autres			
- Droits de mutations	16	1 107 982	394 494
- Autres	17	139 636	107 776
	18	8 884 521	7 327 181
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 744 657	4 098 933
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 744 657	4 098 933
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	8 048	8 048

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 2.20% à 4.07% et viennent à échéance au plus tard en 2039.

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	9 423	23 351
Autres placements	31		
	32	9 423	23 351
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	144 569	137 192
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	22 732	21 101
	43	167 301	158 293

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
10. Emprunts temporaires			
11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	921 062	2 876 197
Salaires et avantages sociaux	48	186 538	179 957
Dépôts et retenues de garantie	49	969 901	1 021 128
Provision pour contestations d'évaluation	50	707 503	300 905
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus à payer	53	301 991	297 454
- Vacances + maladies accumulées	54	143 585	190 435
- Organismes municipaux	55	6 119	4 561
- Autres	56	4 571	12 715
- Allocation départ élus	57	97 077	82 874
	58	3 338 347	4 966 226

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	113 054	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	138 749	154 093
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus usine Farm Point	68	53 523	44 776
- Location bail + dons	69	54 000	45 000
- Compensation panneaux sentier	70	9 992	25 000
- Transfert	71	2 808 446	1 000 000
	72	3 177 764	1 268 869

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	3,40	2020	2049	73	43 445 700	43 956 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux	2,42	4,00	2020	2023	78	57 904	71 638
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,74	6,50	2020	2020	79	6 324	27 575
Autres					80		
					81	43 509 928	44 056 013
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(445 999)	(499 440)
					83	43 063 929	43 556 573

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2019
2020	84		92	5 350 600	100	6 324	109	13 895	117	5 370 819
2021	85		93	7 257 600	101		110	14 248	118	7 271 848
2022	86		94	7 250 600	102		111	14 670	119	7 265 270
2023	87		95	4 130 600	103		112	15 091	120	4 145 691
2024	88		96	7 550 300	104		113		121	7 550 300
2025 et +	89		97	11 906 000	105		114		122	11 906 000
	90		98	43 445 700	106	6 324	115	57 904	123	43 509 928
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	43 445 700	108	6 324	116	57 904	125	43 509 928

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(37 957 930)	(38 567 868)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(37 957 930)	(38 567 868)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	10 768 533	158	51 488	185		212	10 820 021
Eaux usées	131	15 581 174	159	38 094	186		213	15 619 268
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	25 696 525	160	290 522	187	(1 441 017)	214	27 428 064
Autres	133	2 402 748	161	204 579	188	(347 360)	215	2 954 687
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	15 791 527	163	2 598	190	(89 042)	217	15 883 167
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 777 587	165	90 560	192		219	3 868 147
Ameublement et équipement de bureau	138	741 770	166	42 146	193	(16 378)	220	800 294
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 422 030	167	190 081	194		221	1 612 111
Terrains	140	2 725 758	168		195		222	2 725 758
Autres	141		169		196		223	
	142	78 907 652	170	910 068	197	(1 893 797)	224	81 711 517
Immobilisations en cours	143	2 286 673	171	3 299 116	198	1 893 797	225	3 691 992
	144	81 194 325	172	4 209 184	199		226	85 403 509
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	581 851	173	270 739	200		227	852 590
Eaux usées	146	1 738 951	174	390 859	201		228	2 129 810
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	9 103 828	175	1 504 838	202		229	10 608 666
Autres	148	998 108	176	172 968	203		230	1 171 076
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	4 005 718	178	442 502	205		232	4 448 220
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 966 912	180	235 325	207		234	2 202 237
Ameublement et équipement de bureau	153	640 672	181	34 948	208		235	675 620
Machinerie, outillage et équipement divers	154	741 662	182	128 011	209		236	869 673
Autres	155		183		210		237	
	156	19 777 702	184	3 180 190	211		238	22 957 892
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	61 416 623					239	62 445 617
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	66 033	243		245		247	66 033
Amortissement cumulé	241	(23 645)	244	(6 603)	246	( )	248	(30 248)
Valeur comptable nette	242	42 388					249	35 785

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	333 121	283 956
	253	333 121	283 956
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	333 121	283 956

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	257 727	229 779
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	257 727	229 779

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

La municipalité est liée par contrat pour les services suivants:

Enlèvement de la neige:

La Municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement de la neige en septembre 2016 pour une période de trois ans, soit de novembre 2016 à avril 2019 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Les coûts annuels sont de 68 400 $, plus les taxes applicables, pour un total de 205 200 $, plus les taxes applicables. Les deux saisons optionnelles, 2019-2020 et 2020-2021, ont été octroyées et le coût pour la saison 2019-2020 est de 69 699,60 $, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en novembre 2019 un contrat pour location d'un camion 6 roues (3 tonnes) avec opérateur pour le déneigement pour une saison hivernale (novembre 2019 à avril 2020) pour un minimum garanti de 300 heures. Le coût est de 190,00 $/hre, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en novembre 2019 un contrat de location d'un camion 10 roues sans opérateur pour une saison hivernale (novembre 2019 à mars 2020). Le coût de location est de 8 650,00 $/mois, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en novembre 2019 un contrat de location d'un chargeur frontal pour le déneigement et les travaux de voirie pour une période de 36 mois. Les coûts sont de 44 724 $/an, plus les taxes applicables, pour un total de 134 172 $, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en septembre 2019 un contrat de location d'un tracteur articulé pour le déneigement des trottoirs pour une période de 5 mois. Les coûts sont de 4 300 $/mois, plus les taxes applicables, pour un total de 21 500 $, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement de la neige du chemin d'accès privé pour le poste de pompage d'eau brute en novembre 2017 pour une période de trois ans, soit de novembre 2017 à avril 2020 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Le montant total est de 14 280 $, plus les taxes applicables, soit 4 500 $ pour 2017-2018, 4 700 $ pour 2018-2019 et 5 080 $ pour 2019-2020, plus les taxes applicables.

Collecte des matières résiduelles:

La Municipalité a octroyé en juillet 2018 un contrat de collecte des matières résiduelles pour une période de cinq ans, soit d'août 2018 à juillet 2023. Les coûts annuels par type de collecte sont les suivants:

Ordures: 334 650$, plus les taxes applicables, pour 2018-2019, 261 900$/an, plus les taxes applicables, pour les 4 prochaines années, soit 2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Recyclage: 194 000$/an, plus les taxes applicables, pour les 5 prochaines années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Compostage: 126 000$, plus les taxes applicables, pour 2019 (7 premiers mois) et 216 000$/an, plus les taxes applicables, pour les 4 prochaines années, soit 2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Sapin de Noel: 2 000$, plus les taxes applicables, pour les 5 années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Résidus domestiques dangereux: 5 000$, plus les taxes applicables, pour les 5 prochaines

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023).

Une tarification selon le nombre de levée, la fréquence et le volume du conteneur a été établie pour les commerces.

Vidange de fosses septiques:

La Municipalité a octroyé en mars 2018, un contrat pour la vidange des fosses septiques pour une période de trois ans, soit 2018-2019 et 2020 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Les coûts annuels sont les suivants:

Fosses septiques et rétention: 141,75$/fosse pour un total approximatif de 202 135,50 $ pour 2018, 144,75 $/fosse pour un total approximatif de 206 413,50 $ pour 2019 et 147,75$/fosse pour un total approximatif de 210 691,50 $ pour 2020, plus les taxes applicables.

Poste de pompage: 15 $/poste pour un total approximatif de 3 750 $ pour 2018, 15 $/poste pour un total approximatif de 3 750 $ pour 2019 et 17 $/poste pour un total approximatif de 4 250 $ pour 2020, plus les taxes applicables.

Suivi environnemental des systèmes septiques avec traitement tertiaire comportant un rejet dans l'environnement:

La Municipalité a octroyé un contrat en octobre 2017 pour une période d'un an se terminant le 30 septembre 2018 pour un coût total de 16 700 $, plus les taxes applicables. Ce contrat a été renouvelé au même montant jusqu'au 30 septembre 2020.

Entretien du réseau de fibres optiques:
La Municipalité est liée pour une période de 20 ans dans un contrat d'entretien du réseau, au coût annuel de 1 880 $(2005-2010), 2 069 $(2010-2015), 2 275 $(2015-2020) et 2 500 $(2020-2025).

Contrôle animalier:
Une entente pour le contrôle animalier a été prise avec la SPCA en décembre 2017 pour une période d'un an, soit 2018 avec renouvellement automatique pour 2 années, soit 2019 et 2020. Le montant annuel pour 2019 est de 28 209,23 $.

Entretien terrains sportifs:
La Municipalité a octroyé en juin 2018 un contrat d'entretien des terrains sportifs pour une période de 3 ans, pour un montant total de 59 982 $, plus les taxes applicables, soit 19 994 $/année.

Support informatique:
La Municipalité a renouvelé en janvier 2019 un contrat pour support et entretien informatique pour une période de 1 an pour un total de 9 500 $, plus les taxes applicables.

Lignage et marquage de rues:
La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat de 3 ans pour lignage de rues, avec option de renouvellement de 2 ans pour un total de 99 456.30$, plus les taxes applicables, soit 33 152.10 $/an, plus les taxes applicables. Les deux années optionnelles ont été octroyées et le coût pour 2019 est de 33 781.99 $.

La Municipalité a octroyé en juin 2019 un contrat d'un an pour le marquage de lignes d'arrêt et centrale ainsi que divers pictogrammes pour une période de 3 ans, pour un

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

montant de 58 117,90 $, plus les taxes applicables, soit 19 370,75 $, plus les taxes applicables, pour 2019 et 2020 et 19 376,40 $, plus les taxes applicables, pour 2021.

Entretien préventif des ascenseurs:
La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat d'entretien préventif des ascenseurs pour une période de 3 ans, avec option de renouvellement de 2 ans, pour un total de 9 120 $, plus les taxes applicables, soit 3 000 $ en 2016-2017, 3 000 $ en 2017-2018 et 3 120 $ en 2018-2019, plus les taxes applicables. Les deux années optionnelles, soit 2019-2020 et 2020-2021 ont été octroyées. Le coût pour l'année 2019-2020 est de 3 120 $, plus les taxes applicables.

Contrat opération et entretien usines:

La Municipalité a octroyé en juin 2017 un contrat 5 ans pour l'opération et l'entretien des usines de traitement des eaux usées et de l'eau potable pour un montant de 75 316$, plus les taxes applicables, pour 2017-2018 et de 75 316 $, plus l'inflation annuelle et les taxes applicables pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.

Contrat échantillonnage eau potable édifices publics:

La Municipalité a octroyé en septembre 2017 un contrat pour l'échantillonnage de l'eau potable pour les 2 centres communautaires pour une période d'un an. Les coûts sont de 554,46 $/mois, plus les taxes applicables, pour un total de 6 653,52 $, plus les taxes applicables. Le contrat a été renouvelé en août 2019 aux mêmes condition pour une période d'un an.

Contrat balisage sentier communautaire:

La Municipalité a octroyé en novembre 2017 un contrat de 5 ans pour le balisage du sentier communautaire pour un montant total de 158 723,38 $, plus les taxes applicables, soit 30 500,10 $ pour 2017-2018, 31 110,03 $ pour 2018-2019, 31 732,28 $ pour 2019-2020, 32 366,87 pour 2020-2021 et 33 014,19 $ pour 2021-2022, plus les taxes applicables.

En décembre 2019, un ajout au contrat précédent (balisage d'une distance additionnelle) a été octroyé pour un montant de 9 020 $.

Contrat d'entretien du chiller Centre Meredith:
La Municipalité a octroyé en octobre 2019 un contrat d'un an pour l'entretien du chiller du Centre Meredith pour un montant de 8 000 $, plus les taxes applicables.

Contrat de location d'imprimantes:
La Municipalité a octroyé en mars 2018 un contrat de location de 4 imprimantes avec option d'achat pour une période de cinq ans. Le coût total de location annuel est de 4 312,92 $, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en mai 2019 un contrat de location de 2 imprimantes pour une période de cinq ans. Le coût total de location annuel est de 5 399,10 $, plus les taxes applicables.

19. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 839 886$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 110 401$ en 2019, 98 791$ en 2020, 86 887$ en 2021, 74 669$ en 2022, 62 147$ en 2023 et 406 991$ de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2024 à 2037.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
	262		

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2019, les réclamations en instance contre la municipalité s'élèvent à 917 088$. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées ou couvert par les assureurs et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard, mise à part la somme de 55 975$ qui représente la somme des retenus de garantie en lien à des travaux visés par des réclamations en instance.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la municipalité pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

Contestation d'évaluation

La Commission de la Capital Nationale (CCN) a contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2018 et 2019 et la modification du statut d'immeuble non résidentiels (INR) de certaines de leurs propriétés. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision de 50 % pour l'ensemble de leurs contestations d'évaluation et de modification de statut au montant de 300 904$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la municipalité concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

21. Actifs éventuels

La municipalité a intenté une poursuite pour un montant d'environ 439 113$ pour des problèmes d'étanchéité dans la construction d'étangs aérés d'assainissement des eaux. La direction est d'avis que cette poursuite est fondée et entend entreprendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de cette poursuite serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

La municipalité a intenté une poursuite pour un montant d'environ 520 425$ pour l'effondrement d'une partie d'un mur d'un bâtiment municipal et pour un problème d'humidité excessive dans diverses salles. La direction est d'avis que cette poursuite est fondée et entend entreprendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de cette poursuite serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

La municipalité a intenté une poursuite pour un montant d'environ 300 000$ pour des problèmes de H2S aux usines d'eau potable et des eaux usées. La direction est d'avis que cette poursuite est fondée et entend entreprendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de cette poursuite serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 - FLUX DE TRÉSORERIE

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 068 668 $ (1 008 955 $ en 2018).
Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 464 281 $ (198 714 $ en 2018).

26 - FONDS DE ROULEMENT

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 750 000 $. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 5 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La municipalité a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 753 679	13 816 008		13 816 008	12 758 978
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 127 699	1 272 165		1 272 165	1 217 796
Quotes-parts	3					
Transferts	4	657 121	496 113		496 113	367 851
Services rendus	5	1 160 577	1 074 460		1 074 460	1 079 743
Imposition de droits	6	1 534 625	2 096 553		2 096 553	1 171 798
Amendes et pénalités	7	71 040	131 432		131 432	74 959
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	437 506		437 506	221 411
Autres revenus	10	68 423	67 375		67 375	132 656
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	18 605 164	19 391 612		19 391 612	17 025 192
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 270 394	1 203 255		1 203 255	545 137
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	440 000	15 008		15 008	
Autres	18	70 297	51 134		51 134	14 011
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	2 780 691	1 269 397		1 269 397	559 148
	21	21 385 855	20 661 009		20 661 009	17 584 340
Charges						
Administration générale	22	2 449 675	2 473 519	87 050	2 560 569	2 300 611
Sécurité publique	23	3 228 427	3 148 551	142 103	3 290 654	3 221 816
Transport	24	3 813 891	3 246 511	1 797 174	5 043 685	4 613 494
Hygiène du milieu	25	2 428 860	2 380 752	667 103	3 047 855	2 455 964
Santé et bien-être	26	43 192	13 000		13 000	26 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	770 058	615 438	5 561	620 999	758 869
Loisirs et culture	28	2 516 003	2 574 217	481 199	3 055 416	3 046 618
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 197 886	1 297 021		1 297 021	1 194 895
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	2 693 858	3 180 190	(3 180 190)		
	33	19 141 850	18 929 199		18 929 199	17 618 267
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 244 005	1 731 810		1 731 810	(33 927)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 244 005	1 731 810	(33 927)
Moins: revenus d'investissement	2	(2 780 691)	(1 269 397)	(559 148)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(536 686)	462 413	(593 075)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 693 858	3 180 190	3 067 367
Produit de cession	5	10 000	870	20 372
(Gain) perte sur cession	6		(870)	(20 372)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 703 858	3 180 190	3 067 367
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	3 000	8 067	3 860
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	3 500	5 861	(18 406)
	15	6 500	13 928	(14 546)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	353 893	113 928	321 470
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 799 842)	(2 627 429)	(2 609 128)
	18	(2 445 949)	(2 513 501)	(2 287 658)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(46 239)	(108 424)	(128 714)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	250 000	146 819	375 486
Excédent de fonctionnement affecté	21	207 184	352 740	171 182
Réserves financières et fonds réservés	22	(180 249)	(168 993)	(171 919)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	41 581	123 890	(134 527)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	272 277	346 032	111 508
	26	536 686	1 026 649	876 671
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 489 062	283 596

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 269 397	559 148
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(74 402)	(97 685)
Sécurité publique	3	(101 834)	(44 810)
Transport	4	(3 743 619)	(2 319 881)
Hygiène du milieu	5	(139 826)	(1 337 996)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(149 503)	(128 792)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(4 209 184)	(3 929 164)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(49 165)	(4 202)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 321 692	2 711 851
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	108 424	128 714
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	16 800	8 937
Excédent de fonctionnement affecté	16	13 751	9 877
Réserves financières et fonds réservés	17	103 212	295 132
	18	242 187	442 660
	19	(1 694 470)	(778 855)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(425 073)	(219 707)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	4 362 544	4 136 913	3 838 626
Charges sociales	2	832 650	744 626	685 315
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	6 416 190	5 862 155	5 456 879
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 090 718	1 073 035	1 059 011
D'autres organismes municipaux	8		14	879
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	99 368	95 594	109 901
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	7 800	128 378	25 104
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	3 348 770	3 382 178	3 169 155
Transferts	13			
Autres	14	5 000	3 636	3 884
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	278 472	274 992	188 382
Amortissement des immobilisations	17	2 683 858	3 180 190	3 067 367
Autres				
-	18	16 480	47 488	13 764
-	19			
-	20			
	21	19 141 850	18 929 199	17 618 267

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 596 622	535 160
Excédent de fonctionnement affecté	2	456 804	559 308
Réserves financières et fonds réservés	3	249 199	183 419
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(669 128)	(244 050)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 579 424	22 447 274
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	25 212 921	23 481 111
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 596 622	535 160
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	1 596 622	535 160
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affectation année suivante	12	363 282	446 132
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
- Surplus affecté Mill	17	36 408	46 276
- Surplus affecté Patrick Wright	18	57 114	62 134
-	19		4 766
-	20		
	21	456 804	559 308
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	456 804	559 308
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	203 022	124 343
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	46 177	59 076
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	249 199	183 419
	48	249 199	183 419

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(528 984)	(652 874)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	(528 984)	(652 874)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	528 984	652 874
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	528 984	652 874
	81	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(669 128)	(244 050)
	84	(669 128)	(244 050)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	62 445 617	61 416 623
Propriétés destinées à la revente	86	333 121	283 956
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	9 423	23 351
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	62 788 161	61 723 930
Ajustements aux éléments d'actif	91	27 550	27 550
	92	62 815 711	61 751 480
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(43 063 929)	(43 556 573)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(445 999)	(499 440)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 744 657	4 098 933
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	528 984	652 874
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(39 236 287)	(39 304 206)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(39 236 287)	(39 304 206)
	101	23 579 424	22 447 274

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er novembre 2017, les employés cotisent 5% de leur salaire à un régime de retraite simplifié et la municipalité cotise un montant équivalent dans le régime de retraite simplifié des employés.

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109	144 569	137 192
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113	144 569	137 192

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	6 745	6 261
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	22 732	21 101
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	22 732	21 101

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	9 035 655	8 053 402
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	2 731 207	2 758 976
Activités de fonctionnement	3	45 141	35 853
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	11 812 003	10 848 231
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	227 938	185 999
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12	305 599	229 694
Matières résiduelles	13		131 303
Autres			
-	14	498 873	439 460
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	53 488	37 581
Service de la dette	18	918 107	886 710
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	2 004 005	1 910 747
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	2 004 005	1 910 747
	27	13 816 008	12 758 978

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	10 852	14 587
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	58 457	49 978
	36	69 309	64 565
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	69 309	64 565
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	1 184 447	1 134 837
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	10 227	10 219
Taxes d'affaires	44		
	45	1 194 674	1 145 056
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	8 182	8 175
	48	8 182	8 175
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	1 272 165	1 217 796

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	4 500	4 172
Sécurité civile	56	7 930	
Autres	57	64 458	6 856
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	15 285	15 898
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	5 500	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	54 339	58 525
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	77 637	75 786
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	160 435	122 139
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	16 975	15 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	46 859	52 629
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	36 695	16 846
Autres	89	5 500	
Réseau d'électricité	90		
	91	496 113	367 851

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	93 380	
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	974 557	470 137
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		75 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	135 318	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	1 203 255	545 137

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 699 368	912 988

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141	159 987	166 909
Évaluation	142		
Autres	143	10 500	22 300
	144	170 487	189 209
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	3 669	2 654
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	3 669	2 654
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150	13 548	13 243
Enlèvement de la neige	151	1 809	1 589
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	15 357	14 832
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	18 837	11 747
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159	1 200	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	20 037	11 747
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		368
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		368
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	209 550	218 810

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	9 561	7 840
	186	9 561	7 840
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	7 045	8 531
	191	7 045	8 531
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198	1 821	4 175
Autres	199	200	
	200	2 021	4 175
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201	18 157	16 489
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	11 865	6 030
Matières recyclables	206	22 814	6 739
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210	30 528	265
	211	83 364	29 523
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	762 919	810 864
	224	762 919	810 864
Réseau d'électricité	225		
	226	864 910	860 933
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 074 460	1 079 743

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	344 991	195 286
Droits de mutation immobilière	229	1 751 562	976 512
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	2 096 553	1 171 798
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	131 432	74 959
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	437 506	221 411
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	870	20 372
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	15 008	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241	6 878	3 115
Autres contributions	242	8 882	6 500
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	101 879	116 680
	245	133 517	146 667
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	270 577		270 577	274 084
Greffe et application de la loi	2	205 378		205 378	130 637
Gestion financière et administrative	3	1 399 811	87 050	1 486 861	1 355 776
Évaluation	4	402 230		402 230	373 790
Gestion du personnel	5	189 505		189 505	182 068
Autres					
-	6	6 018		6 018	(15 744)
-	7				
	8	2 473 519	87 050	2 560 569	2 300 611
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	2 237 677		2 237 677	2 090 160
Sécurité incendie	10	880 443	123 346	1 003 789	1 083 237
Sécurité civile	11	1 135	18 757	19 892	19 881
Autres	12	29 296		29 296	28 538
	13	3 148 551	142 103	3 290 654	3 221 816
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 270 781	1 559 137	2 829 918	2 752 633
Enlèvement de la neige	15	1 678 171	237 714	1 915 885	1 667 044
Éclairage des rues	16	26 507	323	26 830	24 444
Circulation et stationnement	17	46 222		46 222	24 268
Transport collectif					
Transport en commun	18	224 830		224 830	145 105
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 246 511	1 797 174	5 043 685	4 613 494

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	258 664	166 570	425 234	324 068
Réseau de distribution de l'eau potable	24	64 340	104 773	169 113	119 729
Traitement des eaux usées	25	172 354	253 111	425 465	404 113
Réseaux d'égout	26	127 815	137 875	265 690	210 406
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	384 536		384 536	381 506
Élimination	28	97 975		97 975	124 291
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	223 960	898	224 858	190 400
Tri et conditionnement	30	38 870		38 870	
Matières organiques					
Collecte et transport	31	240 841		240 841	139 387
Traitement	32	50 134		50 134	
Matériaux secs	33	7 215		7 215	8 450
Autres	34	39 682		39 682	24 831
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	133 728		133 728	100 112
Protection de l'environnement	38	242 081	3 876	245 957	147 976
Autres	39	298 557		298 557	280 695
	40	2 380 752	667 103	3 047 855	2 455 964
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	13 000		13 000	26 000
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	13 000		13 000	26 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	611 352	5 561	616 913	677 475
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46	4 086		4 086	319
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				81 075
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	615 438	5 561	620 999	758 869

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	683 515	101 019	784 534	693 183
Patinoires intérieures et extérieures	54	996 881	206 585	1 203 466	1 264 643
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	342 183	142 941	485 124	487 986
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	96 468		96 468	90 711
Autres	59	29 512	2 977	32 489	31 168
	60	2 148 559	453 522	2 602 081	2 567 691
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	356 997	27 677	384 674	422 313
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	24 145		24 145	26 181
Autres	65	44 516		44 516	30 433
	66	425 658	27 677	453 335	478 927
	67	2 574 217	481 199	3 055 416	3 046 618
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 073 205		1 073 205	1 055 770
Autres frais	70	95 438		95 438	114 021
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	128 378		128 378	25 104
	73	1 297 021		1 297 021	1 194 895
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	3 180 190	(3 180 190)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	51 488	611 421
Usines et bassins d'épuration	3	38 094	459 468
Conduites d'égout	4		80 013
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 937 422	1 779 391
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		8 457
Aires de stationnement	9	4 262	
Parcs et terrains de jeux	10	58 592	67 432
Autres infrastructures	11	746 728	528 831
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 170	101 398
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16	90 560	95 306
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	58 787	67 770
Machinerie, outillage et équipement divers	19	190 081	129 677
Terrains	20		
Autres	21		
	22	4 209 184	3 929 164

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		43 743
Autres infrastructures	27	3 747 004	2 384 111
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29	51 488	611 421
Usines et bassins d'épuration	30	38 094	459 468
Conduites d'égout	31		36 270
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	372 598	394 151
	34	4 209 184	3 929 164

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	113 176		19 654	93 522
Réserves financières et fonds réservés	3	59 076		12 899	46 177
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 671 175	586 065	586 065	17 671 175
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	22 113 653	1 856 987	2 016 243	21 954 397
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	39 957 080	2 443 052	2 634 861	39 765 271
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 098 933	107 948	462 224	3 744 657
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 098 933	107 948	462 224	3 744 657
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 098 933	107 948	462 224	3 744 657
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 098 933	107 948	462 224	3 744 657
	19	44 056 013	2 551 000	3 097 085	43 509 928
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	44 056 013	2 551 000	3 097 085	43 509 928

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	43 509 928
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	669 128
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	139 699
Débiteurs	9	3 744 657
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	40 294 700
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	40 294 700
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	1 839 302
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	42 134 002
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	42 134 002
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	383 818	367 695
Autres	3	347 867	231 461
Sécurité publique			
Police	4	2 199 202	2 052 579
Sécurité incendie	5	46 181	38 873
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	20 583	12 118
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	272 012	267 573
Cours d'eau	13	86 533	84 949
Protection de l'environnement	14	17 512	(8 775)
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		41 607
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		81 075
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23	8 470	
Réseau d'électricité	24		
	25	3 382 178	3 169 155

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		8 052
Charges sociales	2		1 098
Biens et services	3	4 209 184	3 920 014
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 209 184	3 929 164

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	17,00	35,00	29 159,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	14,00	725,00	***	***	***
Cols blancs	3	18,00	35,00	23 099,00	***	***	***
Cols bleus	4	17,00	40,00	57 998,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	4,33	40,00	9 005,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	57,33		119 986,00	***	***	***
Élus	9	7,00			163 613	40 601	204 214
	10	64,33			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	409 180	335 649	954 539		1 699 368
	17	409 180	335 649	954 539		1 699 368

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	3 457	103
Évaluation	2	124 921	21 016
Autres	3	1 455	1 916
	4	129 833	23 035
Sécurité publique			
Police	5		532
Sécurité incendie	6	14 642	19 448
Sécurité civile	7		5
Autres	8		7
	9	14 642	19 992
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	367 644	362 439
Enlèvement de la neige	11	165	1 179
Autres	12		5
Transport collectif	13		37
Autres	14		
	15	367 809	363 660
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	168 268	166 272
Réseau de distribution de l'eau potable	17	107 581	106 282
Traitement des eaux usées	18	158 144	155 240
Réseaux d'égout	19	177 451	176 722
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		129
Matières recyclables	21		48
Autres	22		44
Cours d'eau	23		25
Protection de l'environnement	24		38
Autres	25		71
	26	611 444	604 871
Santé et bien-être			
Logement social	27		7
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		7
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		267
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		21
Autres	34		
	35		288
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	176 284	177 906
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 658	5 122
Autres	38		14
	39	180 942	183 042
Réseau d'électricité	40	(7 649)	
	41	1 297 021	1 194 895

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Caryl Green	81 047	16 767
Simon Joubarne	11 141	5 571
Pierre Guénard	11 141	5 571
Greg McGuire	11 141	5 571
Kay Kerman	11 141	5 571
Jean_Paul Leduc	14 078	7 039
Robin McNeill	4 918	2 459

Note

La rémunération de la mairesse comprend aussi celle de la MRC et de TransCollines.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		203 022 $	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2		3 X	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5		6 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7		$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8		9 X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10	X	11	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12		11 512 $	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13	X	14	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15		1 751 562 $	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16		17 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18		$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19		20 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21		$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI		NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22	X	23	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24	X	25	

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC des Collines

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:				
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26		27	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28			$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29	X	30	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31			59 499 $
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32		33	X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	34			$
b) autres formes d'aide	35			$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36			
Facteur comparatif de 2019	37			
Valeur uniformisée	38			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 _____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 _____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 409-19

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2019-11-05

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant

Au secrétaire-trésorier de
la municipalité de Chelsea

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Chelsea (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état
La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés, Experts-comptables autorisés
Montebello, le 2 juin 2020
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A114112

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	13 816 008
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	71 729
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	128 657
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	53 488
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	13 562 134

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 484 229 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 519 269 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 501 749 550

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) 14 0 , 9031 / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 786 134
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 670 512
Activités de fonctionnement	3	63 290
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	12 519 936
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	406 839
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	350 755
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Vidande fosses septiques	14	516 265
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	38 000
Service de la dette	18	974 768
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 286 627
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 286 627
	27	14 806 563

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	9 012
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	46 626
	9	55 638
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 228 437
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	6 480
Taxes d'affaires	12	
	13	1 234 917
	14	1 290 555
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	7 290
	21	7 290
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 297 845

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	1 442 374 841	x	5	0,6161 /100$	6	8 886 471			
Immeubles de 6 logements ou plus	7		x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	63 521 759	x	11	0,9437 /100$	12	599 455			
Immeubles industriels	13	420 700	x	14	0,9437 /100$	15	3 970			
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18				
Autres	19		x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	594 000	x	23	0,6161 /100$	24	3 660			
Total						25	9 493 556	26 ( )	27 ( )	28 292 578	29 9 786 134

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30	1 506 911 300	x	31	0,1772 /100$	32	2 670 247			
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47				
Autres	48		x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53				
Total						54	2 670 247	55 ( )	56 ( )	57 265	58 2 670 512

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 1 506 911 300	x	2 0,0042	/100$	3 63 290				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 63 290	26 ( )	27 ( )	28	29 63 290

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Dette secteur Mill	325,1600	7	par unité
Dette Patrick Wright Vallée	350,8800	7	par unité
Dette réseau Farm Point	957,3200	7	par unité
Dette réseau Centre Village-Construit	482,7300	7	par unité
Dette réseau Centre Village-Non construi	589,2500	7	par unité
Fonctionnement réseau Farm Point	595,0000	7	par unité
Fontionnement eau potable C.V. branché	270,0000	7	par unité
Fonction. eau potable C.V. non branché	120,0000	7	par unité
Fonctionnement eau usée C.V. branché	270,0000	7	par unité
Fonctionnement eau usée C.V. non branché	120,0000	7	par unité
Vidange fosses septiques	141,5000	4	par année

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	14 806 563
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	44 476
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	186 882
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	38 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	14 537 205

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 1 506 911 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0,9647/100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

Organisme Chelsea Code géographique 82025

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	714 683	4 733				4 737
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	714 683	4 733				4 737

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 795 783			12 519 936
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	974 768			974 768
Autres	13	1 273 859			1 273 859
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	14 044 410			14 768 563

Organisme Chelsea Code géographique 82025

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	1 122 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-17				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	20 420 867 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	2 662 228 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 183 679 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	160 000 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1		2	X		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Organisme Chelsea Code géographique 82025

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , John David McFaul , atteste que le rapport financier de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Chelsea.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Chelsea consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Chelsea détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-29 14:51:35

Date de transmission au Ministère :

S68